



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 11 – Du 11 au 17 mars 2022

## En bref

**Afghanistan** : Maintien des prix élevés des denrées alimentaires à Kaboul.

**Bangladesh** : Hausse des échanges de biens de 18% en 2021. Le Bangladesh sera interconnecté avec le Népal. Le régulateur demande l'introduction en bourse de cinq banques commerciales.

**Bhutan** : Retard dans la construction du projet Punatsangchu II en raison de la pénurie de main d'œuvre. Ce retard implique plusieurs coûts qui devraient peser significativement dans les recettes publiques.

**Inde** : *Indicateurs macro-économiques* : Progression de la production industrielle en janvier. Indice des prix à la consommation à 6,1% en février. Hausse des prix de gros à 13,1% en février. Morgan Stanley revoit à la baisse sa prévision de croissance pour 2022/23. 21,5 M de personnes auraient perdu leur emploi dans le secteur touristique. *Secteur bancaire et marchés financiers* : La rémunération des *Employees' Provident Fund Deposits* au plus bas depuis 40 ans. Bonne santé attendue du secteur bancaire en 2022/23. La RBI révisé les règles s'appliquant aux NBFC et MFI. *Impacts de la crise en Ukraine* : IOC achète 3 M de barils de pétrole à la Russie. Impact du conflit entre l'Ukraine et la Russie sur le secteur agricole indien. *Autres informations* : Reprise des négociations commerciales avec le Canada. Interdiction pour Paytm d'enregistrer de nouveaux clients.

**Maldives** : Subvention de 10,5 M USD de l'USAID pour des projets d'adaptation au changement climatique.

**Népal** : Maintien du taux d'intérêt des banques commerciales sur les dépôts de la mi-mars à la mi-avril. Interdiction des sites internet et applications mobiles facilitant les transactions en crypto-monnaies, l'*Hyper Fund* et les paris en ligne. Réunion entre le gouvernement et la BAsD concernant les projets de développement. Baisse constante du montant des envois de fonds des travailleurs migrants au Népal.

**Pakistan** : Les réserves poursuivent leur décreue. L'effritement du taux de change face au dollar se poursuit. Le Conseil de Coordination Economique annonce la mise en place d'un fonds de 65 M USD et a également autorisé le Ministre des affaires économiques à signer les dernières extensions de l'accord intergouvernemental de suspension du paiement de la dette décidé dans le cadre du G20/ Club de Paris. Tassement des transferts des expatriés depuis le début de 2022. Les négociations avec le FMI à nouveau dans l'impasse. La BAsD à nouveau sollicitée pour répondre aux enjeux économiques post Covid. Embellie du marché automobile malgré la hausse des taux d'intérêt, la flambée des prix des carburants et la récente hausse des prix des principaux constructeurs.

**Sri Lanka** : Forte hausse des prix suite à la dépréciation de la roupie. Accords sur des projets d'ENR développés par l'Inde. Visite du Président de la BAsD. Echanges avec le FMI.

## Afghanistan

### Maintien des prix élevés des denrées alimentaires à Kaboul

Malgré la baisse du cours officiel du dollar par rapport à la monnaie afghane (1 USD équivalait le 13 mars à 86 AFS, alors qu'il y a trois mois 1 USD équivalait à 105 AFS), il n'y aurait pas eu de réduction significative du prix des denrées alimentaires. La Chambre des artisans et des commerçants a déclaré que les tensions en Ukraine, ainsi que les restrictions existantes sur le système bancaire expliquaient l'augmentation des prix. A noter que l'Afghanistan importe principalement ses produits de base des pays d'Asie centrale et de ses voisins, l'Iran et le Pakistan. Pour rappel, le Programme Alimentaire Mondial estimait fin 2021 que plus de la moitié de la population souffrait d'insécurité alimentaire.

## Bangladesh

### Hausse des échanges de biens de 18% en 2021

Si 2019 a été une nouvelle année record pour nos échanges, qui ont franchi le cap des 3 Mds EUR (3244 M EUR), la pandémie de la Covid-19 a fortement impacté en 2020 nos échanges de biens, en baisse de 15%.

2021 marque une reprise spectaculaire, avec des échanges de biens en hausse de 18%, qui atteignent 3,26 Mds EUR: les achats de produits bangladais passent pour la première fois au-dessus du seuil de 3 Mds EUR (+21%), tandis que nos livraisons chutent de 20% à 191 M EUR, revenant au niveau de 2017. Notre déficit (-2877 M EUR) se creuse ainsi de 26%, à un niveau jamais atteint. Notre taux de couverture tombe à un étiaje de 6%.

Dans la zone Asie du sud, le Bangladesh reste notre troisième pays client, loin derrière l'Inde (5887 M EUR, +39%) et le Pakistan (411 M EUR, +28%), mais devant Sri Lanka (87 M EUR, +41%), voire Myanmar (39,2 M EUR, -31%).

Nos achats de produits textiles atteignent un niveau historique.

Après le niveau record atteint en 2019 (2974 M EUR), et une baisse de 15% en 2020, nos importations ont enregistré une hausse de 26% pour s'élever à 3068 M EUR.

La filière «Textiles, habillement, cuir et chaussures» correspondait à 932 M EUR d'achats en 2009, 2097 M EUR en 2015, 2929 M EUR en 2019 et 2485 M EUR en 2020. Avec 3016 M EUR, elle représentait l'an dernier plus de 98% des importations en provenance du Bangladesh. La prédominance de cette filière dont la part n'a jamais été inférieure à 97% sur les dix dernières années reflète les difficultés du pays à diversifier ses exportations, et sa dépendance vis-à-vis des grands acheteurs internationaux de la confection, qui imposent leurs délais de paiement et font pression sur les prix d'achat.

Deux régions (Ile-de-France et Hauts-de-France) assurent respectivement 33% et 32% de nos achats, devant l'Occitanie (8%).

### Le Bangladesh sera interconnecté avec le Népal

Faisant suite à un accord bilatéral signé en septembre 2021, le Népal souhaite livrer de l'électricité au Bangladesh via une nouvelle ligne de transmission passant par l'Etat indien du Bengale occidental. La Banque mondiale financera l'étude de faisabilité.

L'électricité importée représente aujourd'hui 8% du mix énergétique bangladais et devrait passer à 15% en 2041, quand la capacité de génération du pays représentera 60.000 MW. Les projets d'interconnexion vont donc s'accélérer. Le Bangladesh importe actuellement 1160 MW depuis l'Inde à travers deux lignes à haute tension transfrontalières (Baharampur-Bheramara et Tripura-Cumilla).

Le Népal est déjà interconnecté avec trois Etats indiens (Bihar, Uttar Pradesh et Uttarakhand); par ailleurs le Bangladesh s'apprête à signer un accord de fourniture de 500 MW/jour à partir de la centrale hydroélectrique (900 MW) du barrage népalais de Upper Karnali qui doit être réalisé par le groupe indien GMR; les premières livraisons n'interviendront pas avant 2026-2027. Le tarif

proposé serait de 0,0771 USD/MW sur une durée de 25 ans, soit une dépense totale de 381,6 Mds TK (3,8 MdsEUR). Le projet fait suite à un M.O.U. signé en 2008 entre GMR et le gouvernement bangladais.

En septembre 2021, le Népal avait proposé de fournir 200 MW via le réseau indien et un accord devrait être conclu prochainement entre les trois parties concernées: le *Bangladesh Power Development Board* (BPDB), le groupe GMR et l'indien NTPC Vidyut Vyapar Nigam Ltd (NVTNL). Enfin, cinq projets d'investissement dans des barrages hydroélectriques ont été proposés au Bangladesh.

#### Le régulateur demande l'introduction en bourse de cinq banques commerciales

La Bangladesh Securities and Exchange Commission (BSEC) a adressé le 17 février un rappel à 5 banques commerciales (*scheduled banks*) en vue de leur introduction en bourse. Il s'agit de Meghna Bank, Midland Bank, Modhumoti Bank, NRB Bank, qui ont obtenu leur licence en 2013, et de Shimanto Bank qui a démarré ses opérations en septembre 2016.

Les quatre premières font partie d'un groupe de neuf banques privées, dites de la quatrième génération, qui ont obtenu leur licence de la banque centrale courant 2013, durant la dernière année du quinquennat de l'Awami League, revenue au pouvoir en janvier 2009. A l'origine, la banque centrale avait conditionné la licence des neuf banques à leur introduction en bourse dans un délai de trois ans après le démarrage de leurs activités, sans faire respecter cette disposition depuis.

Sur les neuf banques, seules trois ont été récemment cotées sur la bourse de Dhaka: NRB Commercial Bank (NRBC) depuis le 22 mars 2021, South Bangla Agriculture and Commerce Bank depuis le 11 août 2021, et Union Bank depuis le 26 janvier dernier.

Sur les 60 banques commerciales en activité, 33 sont aujourd'hui cotées au Dhaka Stock Exchange, et représentent 16% de la capitalisation boursière.

## Bhoutan

### Retard dans la construction du projet Punatsangchu II

En raison de la pénurie de main d'œuvre due à la pandémie -la main d'œuvre des chantiers hydroélectriques provient en grande partie d'Inde - le projet de la centrale hydroélectrique de Punatsangchu II, ne pourra mettre en service sa première unité qu'en juillet 2023, soit un retard d'une année entière. Selon le ministre des Affaires économiques et président de l'Autorité du projet hydroélectrique de Punatsangchu, Loknath Sharma, le projet devrait rapporter un montant approximatif de 48 M BTN (626 K USD) par jour, soit environ 17,520 Mds BTN (229 M USD) par an, environ 10,8% du PIB (2,1 Mds USD). Néanmoins, ce retard devrait affecter significativement les recettes publiques. Le ministre a ajouté qu'au-delà du manque à gagner, le retard implique également des surcoûts comme les intérêts pendant la construction qui sont de 14 M BTN (182 K USD) par jour, soit 5,110 Mds BTN (66 M USD) par an. A cela s'ajoute le coût d'établissement du projet qui s'élève à 7,50 M BTN (9 M USD) par jour, soit 2,737 Mds BTN (35 M USD) par an.

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

#### Progression de la production industrielle en janvier

L'indice de la production industrielle progresse de 1,3% en glissement annuel en janvier après une contraction de 0,6% un an auparavant.

Signe de la reprise de l'activité, les trois composantes de l'indice sont en expansion: +2,8% en g.a. pour les activités minières, +1,1% en g.a. pour l'industrie manufacturière et +0,9% en g.a. pour la production d'électricité. Mais pour ce qui est de l'activité manufacturière, seuls onze des 23 secteurs enregistrent une hausse.

En ce qui concerne la ventilation par produits, la production de biens primaires croît de 1,6% en g.a., celle des produits intermédiaires de 0,9%. L'activité de construction progresse également de 5,4% en g.a. alors que la production de biens d'équipement se contracte de 1,4% en g.a. enfin la production de biens durables décroît de 3,3% en g.a. tandis que celle de biens non durables est en augmentation de 2,1% en g.a.

Par rapport à décembre, l'activité reste stable, à noter la progression de l'activité minière (+3,7%), de la production de biens primaires et de construction (+2,1% et +2,7%) alors que la production de biens non durables, durables, et industrielle se contracte respectivement de 5%, 1,5% et 0,9%.

Variation % g.a.	Indice général	Activités			
		Minière	Manufacturière	Electricité	Construction
Janv. 2020/21	-0,6	-2,4	-0,9	5,5	2,3
Janv. 2021/22	1,3	2,8	1,1	0,9	5,4

Variation % g.a.	Biens				
	Primaires	Intermédiaires	Equipements	Durables	Non durables
Janv. 2020/21	0,7	2	-9	-0,1	-5,4
Janv. 2021/22	1,6	0,9	-1,4	-3,3	2,1

### Hausse de l'indice des prix à la consommation de 6,1% en février

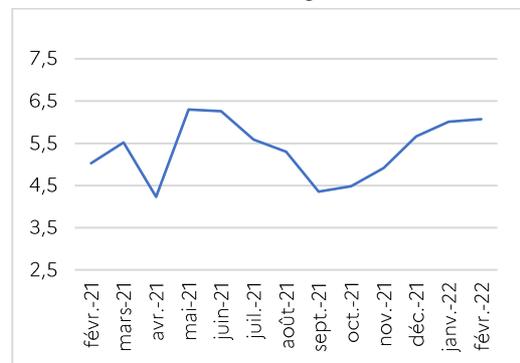
Sans surprise, l'indice des prix à la consommation progresse de 6,1% en glissement annuel en février sous l'effet de la hausse des prix du carburant consécutive à la crise en Ukraine. Par conséquent l'inflation dépasse la limite haute de tolérance de la Banque centrale (RBI) à 4% +/- 2%, déjà atteinte en janvier (6%). L'inflation atteint en février son point le plus haut depuis 8 mois alors que l'inflation sous-jacente atteint 6,2%. La hausse des prix alimentaires s'élève à 5,9% (5,6% en janvier), les prix de l'énergie progressent quant à eux de 8,7% (9,3% en janvier) tandis que la hausse des prix de l'habillement atteint 8,9% (8,8% en janvier).

Toutefois l'indice de février ne reflète pas dans son intégralité la hausse des prix de l'énergie, le prix du pétrole n'ayant pas changé depuis décembre 2021. La hausse des cours transparait

davantage dans la variation des prix de gros (voir *infra*).

Sur une base séquentielle, l'inflation progresse de 0,24% en février, après deux mois de contraction en glissement mensuel et à contrecourant de la tendance de baisse des prix observée traditionnellement au mois de février depuis une décennie.

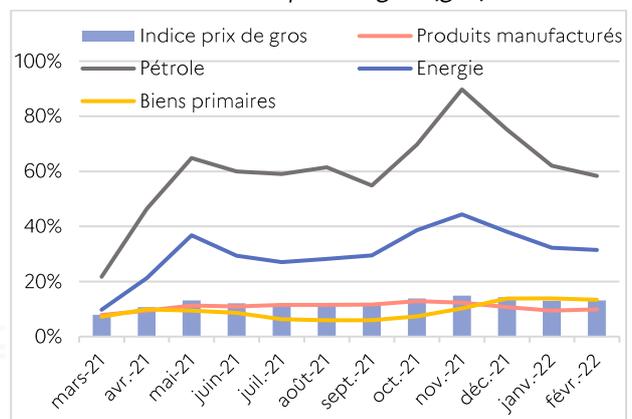
Inflation g.a.



### Hausse des prix de gros à 13,1% en février

Les prix de gros progressent de 13,1% en février en glissement annuel, une progression dans le sillage du mois précédent (13%). La hausse des prix est majoritairement imputable à celle des produits manufacturés (+9,8% contre 9,4% en janvier), alors que l'inflation des biens primaires ralentit à 13,4% contre 13,9% en janvier, de même pour les prix de l'énergie pour lesquels la progression est de 31,5% contre 32,3% en janvier.

Hausse des prix de gros (g.a.)



### Morgan Stanley revoit à la baisse sa prévision de croissance pour 2022/23

La banque américaine a revu à la baisse sa prévision de croissance pour l'Inde en 2022/23 de 8,4% à 7,9% en raison de l'incidence de la crise en Ukraine sur les prix de l'énergie. Morgan Stanley estime que la hausse des prix du pétrole sera durable et induira une dégradation du compte courant indien et des pressions inflationnistes accrues. Morgan Stanley annonce un déficit courant historique à 3% du PIB indien.

### 21,5 M de personnes auraient perdu leur emploi dans le secteur touristique

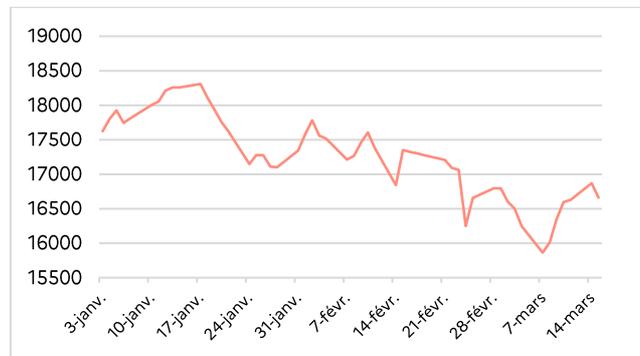
Selon le ministre du Tourisme, ce sont près de 21,5 M de personnes qui auraient perdu leur emploi dans le secteur du tourisme en raison de la crise sanitaire, ce qui représente 57% du total des personnes employées dans ce secteur (38 M). La poursuite de la campagne de vaccination (plus de 80% d'adultes vaccinés) ainsi que la reprise des vols commerciaux annoncée pour fin mars devraient permettre la reprise du tourisme.

## Secteur bancaire et marchés financiers

### Tendance haussière des bourses indiennes

Les deux bourses indiennes, la National Stock Exchange (NSE) et la Bourse de Bombay (BSE) remontent ces derniers jours après avoir décroché suite à l'invasion de l'Ukraine. L'indice phare du NSE, le Nifty, repart à la hausse de 2,6% par rapport au 24 février, mais reste encore inférieur au niveau moyen qui prévalait avant la crise, en moyenne entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 23 février, soit une baisse de 5%.

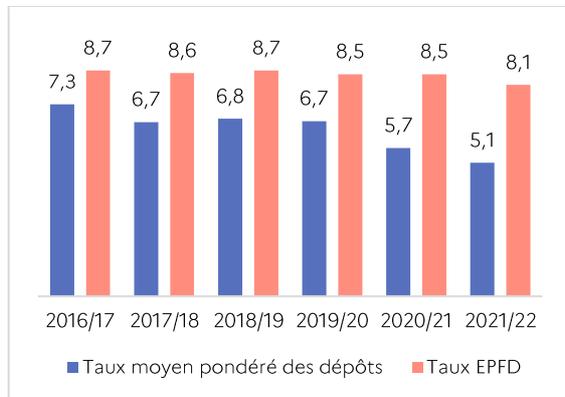
Evolution du NIFTY



### Le taux de rendement des *Employees' Provident Fund Deposits* au plus bas depuis 40 ans

Le taux de rendement des dépôts auprès de l'*Employees' Provident Fund* (EPF) a été abaissé de 8,5% à 8,1% pour 2021/22, au plus bas depuis près de quarante ans. Cette décision fait suite à la recommandation du Conseil d'administration (CA) mais doit encore être approuvée par le ministre des Finances. Selon un membre du CA, cette réduction du taux d'intérêt s'explique par un contexte généralisé de baisse des taux - le taux moyen pondéré de dépôts dans les banques commerciales atteint 5,17% en 2021 (cf. graphique infra) - l'EPF demeurant l'un des placements les plus avantageux. La décision de réduire le taux intervient à un moment politiquement propice, juste après les élections.

L'EPF est le principal régime de prévoyance pour tous les employés (formels) indiens, créé en 1951 et géré par le ministère du Travail. Employé et employeur contribuent chacun à hauteur de 12% du salaire de base de l'employé et d'une indemnité liée au coût de la vie. L'EPFO (*Employees' Provident Fund Organization*) investit 85 % de ses annuités dans des titres de créance, notamment des titres d'État et des obligations, et 15 % dans des actions.



### Bonne santé attendue du secteur bancaire en 2022/23

Selon l'*Economic Outlook report* de CRISIL Ratings pour 2022/23, la qualité des actifs des banques indiennes ainsi que leurs profits devraient continuer de s'améliorer, en partie sous l'effet de la numérisation et de modèles de gestion (*business models*) fondés sur des partenariats. L'agence de notation prévoit une croissance du crédit de 11% à 12% pour 2022/23 et une diminution des prêts non performants dont le ratio serait en-deçà de 6%.

### La RBI révisé les règles s'appliquant aux NBFC et MFI

La Banque centrale indienne (RBI) a levé le plafond des taux d'intérêt pour les prêts proposés par les institutions financières non bancaires (NBFC) et instituts de microfinance (MFI). Précédemment, le taux d'intérêt maximal que les NBFC et MFI pouvaient débiter s'inscrivait entre 10 et 12 points de pourcentage au-dessus du coût de financement de l'institution ou bien atteignait 2,75 fois le taux de base moyen des cinq plus grandes banques commerciales. Les NBFC et MFI devront désormais accorder des prêts sur la base d'une analyse des risques et facturer une prime de risque en fonction de l'emprunteur, à l'instar des banques classiques. La RBI a également relevé le niveau maximal de revenu annuel des foyers pour l'accès à un microcrédit de 300 000 INR (près de 4 000 USD), élargissant le marché, auparavant limité à un revenu annuel du foyer de 250 000 INR dans les zones rurales et 200 000 INR dans les autres. La

RBI a limité le montant maximal de remboursement à 50% du revenu mensuel du foyer afin d'éviter les situations de surendettement et a indiqué qu'il n'y aurait pas de pénalité de remboursement anticipé sur les microcrédits. Enfin, la RBI a réduit le ratio minimal microcrédits/total des prêts pour les NBFC et MFI de 85% à 75%, leur permettant d'avoir un portefeuille de prêts plus équilibré et de renforcer la solidité des institutions. Ces nouvelles réglementations doivent aussi permettre d'éviter les situations de surendettement, phénomène courant dans le cas de microcrédits.

### Impacts de la crise en Ukraine

#### IOC achète 3 M de barils de pétrole à la Russie

Le premier raffineur indien *Indian Oil Company* a annoncé l'achat de trois millions de barils de brut russe auprès de la société de courtage Vitol, pour une livraison en mai. Il s'agit du premier achat de brut russe par l'Inde depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février. Mais le volume est faible et correspond à la consommation quotidienne de l'Inde. Le contrat a cependant été négocié avec une décote de 20-25 USD le baril par rapport au cours du marché.

#### Impact du conflit entre l'Ukraine et la Russie sur le secteur agricole indien

La crise Ukraine-Russie devrait frapper l'approvisionnement en huile de tournesol sur le marché indien. Au 25 février 2022, environ [380 000 tonnes de cargaisons d'huile de tournesol d'une valeur de 570 millions de dollars en provenance de la région de la mer Noire](#) et à destination de l'Inde sont bloquées dans les ports et chez les producteurs, et les nouveaux achats sont au point mort. Cette situation pourrait entraîner une hausse des prix intérieurs; toutefois, les experts du secteur estiment que l'impact sur les budgets des ménages sera limité, car les gens se tournent vers d'autres huiles comestibles. La crise pourrait également entraîner une augmentation des importations d'autres huiles comestibles, comme l'huile de

soja du Brésil et des États-Unis, et l'huile de palme de Malaisie. L'Inde consomme environ 3,5 millions de tonnes d'huile de tournesol, ce qui représente 20 % du portefeuille total de ses huiles comestibles. Selon les données de 2019-20, l'Inde a importé près de 2,5 millions de tonnes d'huile de tournesol, dont 70 % en provenance d'Ukraine, 20 % de Russie et le reste d'autres pays, dont l'Argentine.

La crise en cours devrait également [affecter les prix mondiaux de l'orge](#), car l'Ukraine figure parmi les cinq premiers producteurs mondiaux d'orge. Les producteurs de bière nationaux sont inquiets car il pourrait y avoir une forte augmentation des prix de l'orge et une perturbation des approvisionnements. Même pour les brasseurs qui s'approvisionnent en orge localement, les prix en Inde pourraient augmenter avec la hausse des prix mondiaux et les ruptures d'approvisionnement.

L'industrie indienne des engrais devrait également être touchée. L'Inde est totalement [dépendante des importations d'Ukraine et de Biélorussie pour ses besoins en potasse](#), qui s'élèvent à 3 millions de tonnes. Les entreprises indiennes d'engrais étudient actuellement les moyens de s'approvisionner en muriate de potasse (MoP) et en phosphate de di-ammonium (DAP) dans d'autres pays, compte tenu des obstacles probables à l'obtention de futures expéditions. Les sanctions imposées à la Russie pourraient également affecter les exportations d'engrais NPK vers l'Inde ainsi que la disponibilité du gaz naturel, du GNL et de l'ammoniac, entraînant une baisse de la disponibilité des engrais et une hausse des coûts, ce qui aurait un impact sur le coût de production.

En termes d'exportations, le marché russe représente environ 18 % des exportations de thé, les exportateurs indiens s'inquiétant de [l'incidence de la crise sur les exportations](#). Si les exportations vers la Russie sont touchées, une situation d'offre excédentaire pourrait se produire sur le marché intérieur, entraînant une chute des prix. La Russie reçoit également 15% des exportations totales de café de l'Inde.

La crise pourrait toutefois donner à l'Inde [l'occasion d'exporter davantage de blé sur le marché mondial](#), notamment au Bangladesh, en Égypte et en Turquie. L'Ukraine et la Russie sont les principaux fournisseurs de blé dans le monde. Selon des sources industrielles, le pool central de l'Inde s'élevait à 24,2 millions de tonnes, soit deux fois plus que le stock tampon et les besoins stratégiques du pays. L'Inde est également en concurrence avec l'Ukraine pour les exportations de volaille vers le Moyen-Orient et pourrait gagner quelques parts de marché.

### Autres informations

#### Reprise des négociations commerciales avec le Canada

L'Inde et le Canada ont officiellement relancé leurs négociations commerciales en vue d'un accord de libre-échange dans les secteurs de l'agriculture, la chimie et le textile. Pour l'heure, les deux pays se sont accordés sur la signature prochaine d'un accord provisoire. En 2021, le Canada était le 30<sup>ème</sup> marché pour les exportations indiennes à hauteur de 3,6 Mds USD et 0,9% du total des exportations, tandis que les importations s'élevaient à 2,8 Mds USD (0,5%). Des fonds de pension canadiens sont par ailleurs actionnaires du *National Investment and Infrastructure Fund*, fonds public d'investissement dans les infrastructures : le *Public Sector Pension Investment Board* et le *Ontario Teacher's Pension Plan* et ces participations ont également fait l'objet de discussions entre les parties.

#### Interdiction pour Paytm d'enregistrer de nouveaux clients

Les titres de One97 Communications, la société mère de la plateforme de paiement en ligne Paytm ont chuté de 13% à 677 INR à la Bourse de Bombay (BSE) suite à l'annonce par la Banque centrale (RBI) de l'interdiction pour Paytm d'enregistrer de nouveaux clients avec effet immédiat. La RBI a également enjoint Paytm de recruter une entreprise d'audit informatique pour auditer ses systèmes d'informations. C'est à

cette condition que la plateforme pourra accueillir de nouveaux clients. Paytm est la première application de paiements mobiles en Inde et compte plus de vingt millions de professionnels inscrits et 300 M de clients.

## Maldives

### Subvention de 10,5 M USD de l'USAID pour des projets d'adaptation au changement climatique

Le projet de l'USAID, d'une durée de 5 ans, doit servir à identifier et rehausser les solutions innovantes en mobilisant les financements privés, à accroître les connaissances du secteur privé et à améliorer la gouvernance et l'accès à l'information permettant de prendre des décisions sur les enjeux climatiques, enfin à améliorer les capacités d'adaptation du secteur touristique et des pêcheries, en contact avec les communautés des différentes îles de l'archipel pour leur fournir des solutions spécifiques.

## Népal

### Maintien du taux d'intérêt des banques commerciales sur les dépôts de la mi-mars à la mi-avril

Lors d'une réunion de l'Association des banquiers du Népal (NBA) le 11 mars, il a été décidé de maintenir le taux d'intérêt que les banques appliquent depuis le mois dernier. Le taux d'intérêt sur les dépôts généraux sera ainsi maintenu à un maximum de 12,03% jusqu'à la mi-avril. À l'exception de la *Standard Chartered Bank Nepal* (SCBN), les 26 autres banques commerciales ont offert un taux d'intérêt de 11,03% par an sur les dépôts fixes aux déposants individuels et de 10,03% par an pour les déposants institutionnels. La SCBN a quant à elle offert un taux d'intérêt de 9,5% par an sur les dépôts fixes des particuliers, tandis que le taux d'intérêt sur les dépôts institutionnels est de 8,5%. Le taux d'intérêt sur les dépôts fixes afférents aux transferts de fonds des migrants est

de 12,03% par an. De même, le taux d'intérêt des comptes d'épargne a été fixé à cinq pour cent de moins que le taux d'intérêt des dépôts fixes, tandis que le taux d'intérêt des dépôts à vue est maintenu à 3,02% par an. La stabilité du taux d'intérêt des dépôts est susceptible de maintenir le taux de prêt inchangé, ce qui profitera largement aux emprunteurs.

Le maintien de la limite des taux de dépôts semble confirmer la tendance à la hausse de la liquidité alors que les dépôts progressent désormais plus rapidement que les crédits (voir [Brève n°10](#)).

### Interdiction des sites internet et applications mobiles facilitant les transactions en cryptomonnaies, l'Hyper Fund et les paris en ligne

L'autorité de régulation des télécommunications du Népal (*Nepal Telecommunications Authority*) a indiqué qu'elle avait demandé à tous les fournisseurs d'accès à Internet et aux réseaux de téléphonie mobile de bloquer l'accès de leurs clients à ces sites et applications, sur demande du ministère népalais des Finances. La Banque centrale a lancé en outre une étude pour préparer l'introduction de sa propre monnaie numérique.

### Réunion entre le gouvernement et la BAsD concernant les projets de développement

Cette réunion avait pour but d'évaluer les progrès et d'anticiper les difficultés de réalisation des projets de la Banque Asiatique de Développement au Népal. En 2022, la BAsD prévoit d'engager plus de 932 M USD. En 2021, elle avait déboursé 272,9 M USD, ce qui représente une augmentation de 242,6% en g.a. Sur le montant net de financement disponible de 3,4 milliards de dollars pour trente projets d'investissements, 66 % ont été attribués par contrat et 42 % ont été décaissés au 31 décembre 2021. L'aide se concentre sur les infrastructures, notamment l'approvisionnement en eau et les infrastructures urbaines, l'énergie et les transports, l'agriculture, les ressources naturelles et le développement rural, l'éducation, y compris la reconstruction après le tremblement de terre,

les finances et le soutien à l'achat de vaccins contre le Covid-19 cette année.

#### Baisse constante du montant des envois de fonds des travailleurs migrants au Népal

Selon les données de la Banque centrale (*Nepal Rastra Bank*), le pays a reçu 72 Mds NPR (587 M USD) de transferts de fonds en février, malgré l'augmentation du nombre de permis délivrés pour les travailleurs migrants. Cette enveloppe est inférieure de 4,9% au montant reçu par le Népal à la même période de l'année dernière. Entre le début de l'exercice (mi-juillet 2021) et la mi-février 2022, les envois de fonds du Népal ont atteint 540,12 Mds NPR (4,4 Mds USD), contre 567,7 Mds (4,6 Mds USD) l'année dernière.

## Pakistan

#### Les réserves poursuivent leur décline

Le niveau des réserves internationales détenues par la Banque centrale a connu un nouveau recul de 250 M USD en raison des engagements liés à l'endettement externe. Avec 16,21 Mds USD, les réserves sont à un étiage, depuis le pic d'août 2021 qui s'établissait à 20,15 Mds USD.

#### L'effritement du taux de change face au dollar se poursuit

Le cours de la PKR était à nouveau sous pression hier lors des adjudications interbancaires. Face au dollar, la devise pakistanaise a atteint son plus bas niveau historique à 179,22 PK. Le glissement depuis le début de l'année fiscale atteint 15,03%, et pourrait ainsi accélérer les effets de l'inflation importée sur l'inflation, déjà élevée à quelque 13,2%.

#### Le Conseil de Coordination Economique annonce la mise en place d'un fonds de 11,73 Mds PKR (65 M USD)

Destiné au remboursement des avances effectuées par les grands distributeurs pétroliers dans le cadre du mécanisme de compensation (*PDC Price Differential Claims*) des prix à la

pompe, le montant annoncé est très en-deçà des arriérés dus aux « Majors » estimés à plus de 150 M USD. Total est l'un des premiers distributeurs concernés par ces arriérés.

#### Et a également autorisé le ministre des affaires économiques à signer les dernières extensions de l'accord intergouvernemental de suspension du paiement de la dette décidé dans le cadre du G20/ Club de Paris

Pour mémoire, la première tranche de l'accord (ISSD 1) couvrant les créances consolidées au 31 décembre 2020 concernait 19 pays créanciers pour 31 rééchelonnements représentant un montant de 1,6 Md USD. La seconde tranche (ISSD 2) portant sur la période janvier- juin 2021, est estimée à 1,13 Md USD avec 13 pays créanciers et 29 rééchelonnements. La dernière tranche de l'accord (ISSD 3) représente un montant consolidé de 950 M USD pour 15 pays créanciers. Les trois principaux pays créanciers au titre de cette dernière tranche sont le Japon (198 M USD), la France (108 M USD) et l'Arabie saoudite (38,5 M USD).

#### Tassement des transferts des expatriés depuis le début de 2022

Sur une année glissante (février 2021- février 2022), les transferts se sont contractés de 2,7% malgré une légère reprise (+2%) en février avec 2,2 Mds USD qui s'explique pour partie par la reprise des voyages et le recours aux transferts non documentés. Les principaux pays originaires des transferts sont l'Arabie saoudite (5,1 Mds USD), les EAU (3,8 Mds USD), le Royaume-Uni (2,8 Mds USD), les autres pays du Golfe (2,3 Mds USD), les EU (1,9 Md USD) et les autres pays émetteurs (4,2 Mds USD). Le tassement est d'autant plus sensible que la dynamique des transferts était très forte (+7,6%) au cours des six premiers mois de l'année fiscale (juillet-décembre 2021). Le retournement de cette tendance est un signe d'inquiétude pour les autorités financières qui avaient jusqu'à présent quasiment couvert le déficit commercial grâce à l'afflux des transferts de la diaspora.

### Les négociations avec le FMI à nouveau dans l'impasse

Selon les déclarations même du ministre des Finances, M. Shaukat Tarin, les échanges avec le FMI sont entrés dans une phase très difficile. La raison de ce raidissement du Fonds tient à l'annonce d'un vaste programme de subventions, de bonifications et d'exemptions fiscales annoncées par le Premier ministre Imran Khan évalué à 246 Mds PKE (1,7 Md USD) une semaine après avoir obtenu le décaissement d'1 Md USD prévu au terme de la 6ème revue du programme de facilité élargie (EFF) de 6,9 Mds USD octroyé en juillet 2019. Ce plan de soutien est en totale contradiction avec les engagements pris par la partie pakistanaise en vue de réduire le déficit budgétaire et d'augmenter la collecte fiscale. Les négociations au titre de la 7ème revue devaient se tenir entre les 3 et 11 mars pour une tranche de 1 Md USD. Elles semblent se poursuivre à la demande du Ministère pakistanaise, mais avec une faible chance de succès. En effet, le gouvernement vient d'annoncer, le 14 mars, un nouveau train de mesures visant à réduire l'incidence de la hausse des carburants. Le montant de cette nouvelle « facilité » est évalué à 170 M USD.

### La BAsD à nouveau sollicitée pour répondre aux enjeux économiques post Covid

Avec un portefeuille d'encours de 7,9 Mds USD portant sur 37 projets, la BAsD est très active au Pakistan. Elle a su également faire preuve d'une très grande réactivité au moment le plus aigu de la pandémie en allouant 1,3 Md USD selon une procédure d'urgence. Pour l'année fiscale en cours (juillet 2021 – juin 2022), l'enveloppe des projets s'établit à 1,1 Md USD. Pour autant, les deux ministres concernés, celui de l'Economie M. Omar Ayub Khan et celui des Finances ont demandé dans une démarche commune à ce que l'institution puisse débloquer au moins 1 Md USD pour accompagner le pays dans son effort de modernisation du système de collecte fiscale, de lutte contre le réchauffement climatique et le soutien à d'autres secteurs stratégiques pour le développement économique.

### Embellie du marché automobile malgré la hausse des taux d'intérêt, la flambée des prix des carburants et la récente hausse des prix des principaux constructeurs

Durant les huit premiers mois de l'année fiscale (juillet 2021- février 2022), les ventes de véhicules ont bondi de 56% pour s'établir à 178 250 unités. Ce résultat est toutefois à relativiser compte tenu de la taille potentielle du marché d'un pays de 220 millions d'habitants. Pour autant, les ventes de cylindrées supérieures à 1300 cm<sup>3</sup> sont en recul et ce sont principalement les petites cylindrées qui progressent. A noter que les hausses tarifaires annoncées par les trois principaux constructeurs implantés à Karachi (Suzuki, Honda et Toyota) de près de 20 % ne semblent pas avoir dissuadé les clients, non plus que la dérive des prix des carburants (+18%) constatée depuis le début de l'année. Enfin, le marché des tracteurs agricoles s'envole également avec une forte progression de 42 % ; quant à celui des camions et bus, il progresse également de 66% sur la même période.

## Sri Lanka

### Forte hausse des prix suite à la dépréciation de la roupie

Suite à la dépréciation de la roupie (qui atteint 26,2% face au dollar le 16 mars, à 1 USD = 275 LKR), les distributeurs Lanka IOC (LIOC) et Ceypetco ont annoncé des augmentations massives des prix réglementés à la pompe, moindres chez LIOC qui avait déjà procédé à deux hausses en février. Les prix du *Petrol 92* et du *Petrol 95* passent à 254 LKR/l (+24,5% pour LIOC et +43,5% pour Ceypetco) et 283 LKR/l respectivement (+21,5% pour LIOC et +36,7% pour Ceypetco). Les prix de l'*Auto Diesel* passent à 214 LKR/l chez LIOC (+54,0%) et 176 LKR chez Ceypetco (+45%) et ceux du *Super Diesel* à 252 LKR/l chez LIOC (+42,4%) et 254 LKR/l chez Ceypetco (+59,7%). Dans la foulée de la dépréciation, de nombreuses hausses de prix ont été annoncées : médicaments (+29%), farine (+20 à +30%), miche de pain de 450g (+20 à 30 LKR, prix de 110 à 130 LKR) et autres produits de

boulangerie (+10 LKR), paquet de riz (+20 LKR), ciment (+34,5%), téléphones mobiles et accessoires (+30%), billets d'avion (+ 27%), billets de bus (+15%). Les déplacements en *tuk tuk* sont facturés 70 LKR (+16,7%) le premier kilomètre et 55 LKR (+10%) les suivants. Le transport de conteneurs en camion augmente de 60%.

#### Accords sur des projets d'ENR développés par l'Inde

Le 11 mars, la *National Thermal Power Corporation* (NTPC) indienne et l'opérateur public *Ceylon Electricity Board* (CEB) ont signé un accord pour former une coentreprise, la *Trincomalee Power Company Limited* (TPCL), afin de développer une ferme solaire de 100 MW à Sampur près de Trincomalee, pour un investissement estimé de 100 M USD. NTPC et CEB apporteront chacune 15% des fonds en capitaux propres, les 70% restants seront levés sur les marchés de capitaux sous forme de dette, qui bénéficiera de garanties gouvernementales. Le projet se situera sur le site même où les deux entreprises avaient convenu en 2011 de développer une centrale de production électrique à base de charbon de 500 MW, projet abandonné en 2015. CEB et le groupe indien *Adani Green Energy Ltd* auraient par ailleurs signé le même jour un mémorandum d'entente prévoyant le développement de deux projets d'énergie solaire dans la province nord, à Mannar et Pooneryn, pour un total de 500 MW et un investissement estimé à 500 M USD. Ces accords précèdent de quelques jours la visite du ministre des finances en Inde, deux fois repoussée, entamée le 15 mars afin de négocier la ligne de crédit de 1 Md USD pour financer des importations de produits essentiels en provenance de ce pays.

#### Visite du Président de la BAsD

Le président de la Banque Asiatique de Développement Masatsugu Asakawa était en visite à Sri Lanka du 10 au 12 mars, et en a profité pour souligner auprès des autorités le besoin de

conjuguer une bonne gestion macroéconomique à des réformes structurelles dans le pays. La BAsD prépare un nouveau partenariat stratégique avec Sri Lanka pour soutenir son Plan d'action national et ses objectifs de développement à moyen terme. Une attention spéciale sera portée aux PME. Outre l'inauguration de projets soutenus par la BAsD, la visite a permis de revoir les préparatifs de la 55<sup>ème</sup> Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la BAsD qui aura lieu à Sri Lanka en septembre sur le thème « Préparer une économie verte et résiliente au changement climatique dans un monde post-Covid ». Le Président Rajapaksa a notamment sollicité l'aide de la BAsD pour développer la production d'énergie renouvelable et l'agriculture verte à Sri Lanka, ainsi que les IDE dans les zones industrielles.

#### Echanges avec le FMI

Le directeur du département Asie et Pacifique du FMI, Changyong Rhee, a rencontré le Président sri lankais, le ministre des Finances et le secrétaire du Trésor les 14 et 15 mars. Bien que le gouvernement se refuse à évoquer un programme d'assistance et une restructuration de la dette à ce stade, les communiqués mentionnant seulement des discussions sur l'évaluation de la situation économique du pays par le FMI et ses recommandations à la suite de sa mission Article IV, ces rencontres à haut niveau pourraient signaler une inflexion des autorités. De nouveaux échanges sont annoncés mi-avril au siège du FMI à Washington à l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, auxquels participeraient le ministre des finances B. Rajapaksa et le secrétaire du Trésor S.R. Attygalle. B. Rajapaksa y présenterait un plan du gouvernement sri lankais pour sortir de la crise économique à laquelle est confronté le pays et requerrait à ce sujet l'assistance technique du Fonds.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa2	Stable	CCC	Négative	CC	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Responsable de la publication :** Service économique régional de New Delhi  
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)  
© DG Trésor